



AMBASSADE DE SUISSE
EN FRANCE

75007 PARIS, le 16 juillet 1990

142, Rue de Grenelle
Tél. (1) 45 50 34 46
Télex 270969
Chèques Postaux Paris 5 695 57 P
Réception : 9 h. à 11 h. 45

Réf.

Prière d'adresser vos correspondances
à l'Ambassade et non pas à des personnes
déterminées.

CONFIDENTIEL

R.P. no 19/90
BO/mm

La France ivre de de Gaulle

1990 est l'année de Gaulle. On commémore tout à la fois le centième anniversaire de sa naissance, le cinquantième de l'Appel du 18 juin, et le vingtième de sa mort. La capitale est couverte d'affiches célébrant les temps forts de la carrière du Grand Homme, le 18 juin fut le prétexte à une fête somptueuse à Paris et les ouvrages à la gloire du fondateur de la France Libre et de la Vème République s'entassent aux devantures des libraires. Tout le monde est gaulliste. Même le gauchiste Régis Debray, le compagnon de Che Guevara, le conseiller de Mitterrand, l'idole d'une gauche de salon plutôt extrémiste s'est rallié, dans un livre qui vient de paraître, au culte de celui qui, plus que jamais, est traité comme le quatrième Grand de l'histoire de France, après Jeanne d'Arc, Louis XIV et Napoléon.

Mais que recouvrent de tels excès ? Un malaise profond. En fait, l'héritage de de Gaulle est menacé sur bien des plans.

Sur celui des institutions d'abord. Celles mises en place en 1958 devaient permettre à la France d'échapper aux malheurs que de Gaulle attribuait aux partis politiques. Unie autour de lui, une majorité de Français devait permettre au Chef de l'Etat et à une administration prestigieuse et toute puissante de conduire une politique à long terme, cohérente, dynamique et négligeant les basses contingences du combat politicien. Trente ans plus tard, ce rêve s'estompe. M. Mitterrand, irréductible adversaire de ce modèle de gouvernement lorsqu'il était dans l'opposition, s'accommode fort bien des pouvoirs qui sont concentrés entre ses mains. Pour le moment donc, la pièce essentielle du dispositif institutionnel reste en place. Mais de larges pans de l'édifice gaulliste s'effondrent. L'administration n'a plus le prestige qu'elle possédait autrefois. Parmi les jeunes, les brillants sujets préfèrent HEC à l'ENA, ou s'ils ont suivi sa formation, ils ne tardent pas à quitter le service public pour faire fructifier leur savoir dans le

secteur privé, bien plus rémunérateur. Et surtout, les partis politiques, que de Gaulle croyait avoir terrassés, relèvent la tête. Ô ironie, l'année commémorative voit le RPR, qui se veut l'héritier du gaullisme, se comporter comme un parti traditionnel se divisant en courants, être rongé par des querelles de chefs incapables d'envisager un grand dessein politique et mettre au point une boîteuse Union pour la France (UPF), avec les giscardiens et les centristes, qui, aux dires de chacun ici, ne peut avoir d'autre ambition que d'étendre pour quelque temps un voile, bien transparent d'ailleurs, sur les querelles qui opposent MM. Chirac et Giscard d'Estaing depuis quatorze ans déjà.

Sur le plan de la politique étrangère et de la place de la France dans le monde, l'héritage gaulliste est aussi en péril. Le Général considérait son pays comme une "princesse de conte" vouée à un destin exceptionnel. Si les flonflons du Bicentenaire pouvaient encore faire croire que la France était un phare pour le monde, la situation a radicalement changé depuis les bouleversements à l'Est. Il faut dire que M. Mitterrand, comme les autres dirigeants occidentaux, n'avait pas pensé que les événements se dérouleraient à un rythme aussi rapide. On ne saurait donc lui faire grief d'avoir été pris de court. Mais il a commis plus qu'une erreur, une faute, en tentant de jouer la carte soviétique (voir mon R.P. no 30/89) pour contrebalancer la dynamique de la réunification allemande. L'ancien ministre des affaires étrangères du Général de Gaulle, M. Couve de Murville, fustigea d'ailleurs cette attitude lors d'un récent débat de politique étrangère au Sénat. Elle détériora tellement le climat des relations franco-allemandes que le Président Mitterrand, se rendant compte, mais un peu tard, qu'il faisait fausse route, n'eut d'autre ressource pour prouver sa bonne volonté à l'égard des Allemands que de soutenir de manière indéfectible les positions du Chancelier Kohl sur l'avenir de l'Europe, la réunification et l'aide à l'Union soviétique. Ce faisant, la France qui, sur le plan économique et financier suit une politique qui ne peut que satisfaire la Bundesbank et qui la place de facto dans la zone Mark, perd ce leadership en matière de construction européenne auquel elle tenait tant, que ce soit pour faire progresser les choses ou au contraire pour les freiner. L'opinion française sent confusément que l'Europe dont elle rêvait, et qui devait se bâtir autour d'elle et par elle, échappe à son contrôle. On peut, à cet égard, se demander si le Gouvernement Rocard, qui continue à travailler activement à la préparation de l'économie française au grand marché unique de 1993, pourra encore longtemps mener son action avec autant de soutien populaire que c'est le cas pour l'heure.

Mais il y a plus. Le Général de Gaulle voulait que la France joue un rôle indépendant sur l'échiquier mondial. Pour ce faire, il avait doté son pays de la force de frappe et conçu l'armée française comme un instrument capable d'intervenir Outre-Mer pour y faire respecter la volonté de la France. Lentement mais sûrement, les politiciens, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, réalisent que cette position est de plus

en plus difficile à tenir. Le vent de détente qui souffle sur notre continent n'épargne pas la France. Des voix toujours plus nombreuses s'élèvent pour réclamer une révision déchirante des objectifs de défense du pays. On veut, ici aussi, encaisser les bénéfices de la paix. L'armée française va au devant d'une période de vaches maigres, car les crédits sur lesquels elle compte vont inéluctablement être amputés. Seule la force de frappe devrait pour l'heure échapper à ces réductions. Mais après le Sommet de Londres, on peut se demander si la France peut continuer seule à menacer d'utiliser l'arme suprême aux premiers jours d'un conflit. Et à Paris, on pense même, in petto, que le jour n'est plus loin où il faudra bien aussi prendre part à l'exercice de réduction du nombre des ogives nucléaires. On y sait aussi qu'un grand peuple, comme le peuple allemand, ne tolérera plus longtemps encore d'être discriminé en la matière. Le choix pour la France sera alors soit de se mettre au niveau de la RFA en renonçant à une force nationale indépendante, soit de voir l'Allemagne vouloir, par un moyen ou un autre, mettre elle aussi le doigt sur la gachette nucléaire. Que l'on est loin des visions du Général ...

Depuis le début de la Vème République, la France avait soigneusement gardé son arrière-cour, l'Afrique francophone, sous contrôle. Depuis de Gaulle, elle faisait partie du domaine réservé du Chef de l'Etat. Or voici que là aussi le vent de la liberté pourrait conduire à une modification radicale de cette politique traditionnelle. M. Mitterrand sentant que, malgré sa récente démonstration de force au Gabon, les événements pourraient échapper à son contrôle, préfère prendre les devants. Il annonça donc à La Baule le mois dernier que dorénavant l'aide et le soutien de la France seraient mesurés à l'aune de la démocratie et du respect des droits de l'homme. Bien entendu, ceci ne se fera pas du jour au lendemain mais trente ans de politique africaine ont ainsi, officiellement du moins, pris fin.

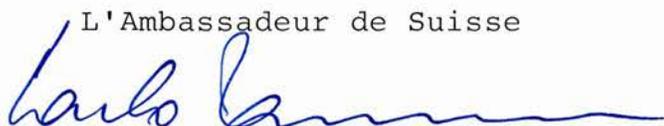
C'est d'Afrique du Nord, de cette Algérie qui avait déjà causé tant de problèmes à de Gaulle, que viennent les plus grands signes de danger. La victoire des intégristes aux élections locales démontre à l'ancienne métropole que le modus vivendi qui règne depuis les années soixante touche lui aussi à son terme. Et la crainte s'empare des Français. Ils réalisent maintenant que les Musulmans immigrés, jusqu'ici considérés comme un problème grave mais pas dramatique, pourraient, s'ils tombent sous l'influence de fanatiques religieux, se transformer en une minorité agissante. La France centralisatrice a toujours honni les minorités activistes, qu'elles soient bretonne, corse ou basque. La perspective de voir les Musulmans de France s'insurger à leur tour donne le frisson à tout le pays. Il y a là un facteur dont nous devons tenir compte lorsque nous prenons des initiatives à ce sujet dans une enceinte comme la CSCE.

Au début de ses Mémoires de guerre, de Gaulle rappelle que, pour la France, "seules de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en

lui-même". A l'heure actuelle, alors que le racisme et l'anti-parlementarisme font prospérer le Front National, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas porteur d'un grand dessein, cette fermentation devient inquiétante. Or, l'attitude des politiciens, tant au pouvoir que dans l'opposition, préoccupés de querelles personnelles plus que de l'avenir de la France et incapables d'apporter ne serait-ce qu'un début de réponse aux grandes préoccupations des Français sur l'intégration des immigrés, le chômage, les bas salaires et la place de la France dans le monde, ne peut que donner des ambitions à des démagogues de toute espèce.

Pour l'heure, seule l'"intendance", que le Général tenait en piètre estime et qui, selon lui, devait se contenter de suivre, maintient le pays dans un état satisfaisant. Si d'aventure elle ne devait plus poursuivre sa progression, de graves secousses pourraient menacer ce pays. Etudiants mécontents, chômeurs laissés pour compte, petits fonctionnaires et salariés devant se contenter de revenus trop faibles pourraient alors manifester ouvertement leur mécontentement. L'Europe paraît la seule voie à emprunter pour surmonter ces périls. Toute l'action du Président tend vers ce but. Il reste à espérer que le vainqueur de 1940, année dont les Français commencent enfin à comprendre, malgré les cocoricos, qu'elle fut celle d'une défaite jamais encore assumée, continuera à oeuvrer avec la Grande Nation pour que cet objectif soit atteint le plus rapidement possible.

L'Ambassadeur de Suisse



C. Jagmetti